

La fin d'une époque en Turquie

AHMET INSEL, PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ GALATASARAY, ISTANBUL
20 JANVIER 2014, journal Libération, Paris

La Turquie est plongée dans une époustouflante crise de l'Etat. Les policiers refusent de suivre l'ordre des procureurs, les mêmes procureurs sont dessaisis des enquêtes de corruption et mutés ailleurs. Encaissant le choc de la première vague d'interpellations des proches du pouvoir le 17 décembre, le Premier ministre turc a réagi en ordonnant une large épuration dans l'administration. Il a pu ainsi faire bloquer pour le moment une deuxième vague d'arrestations qui visait aussi son propre fils.

La guerre au sommet entre le parti d'Erdogan et la confrérie Gülen, ces deux forces principales du pouvoir islamo-conservateur qui règnent en Turquie depuis douze ans, a pris l'allure d'une vaste chasse aux sorcières. Du jamais vu en Turquie, sauf après les coups d'Etat et encore, pas de cette manière. D'ailleurs, le Premier ministre ne dénonce pas moins l'existence d'un «coup d'Etat organisé par un gang de policiers et de procureurs», d'un complot ourdi à l'étranger (le chef de la confrérie réside aux Etats-Unis). Il se démène pour sortir de ce guet-apens bien ficelé qui semble s'appuyer sur des dossiers d'accusation solides.

Après avoir mis sur pied un cabinet de guerre, Tayyip Erdogan attaque maintenant l'autonomie de la justice. Le projet de loi présenté au Parlement supprime l'autonomie du Conseil supérieur des magistrats. Les amendements risquent fort d'être invalidés par la Cour constitutionnelle mais entre-temps, le gouvernement aurait déplacé une cinquantaine de juges et de procureurs, affectés dans les tribunaux pénaux à compétence spéciale. Tayyip Erdogan soupçonne ces magistrats et policiers, qui étaient notamment les architectes des procès controversés contre les militaires, d'être inféodés à la confrérie Gülen. Ce que les journalistes Ahmet Şık et Nedim Sener ou Hanefi Avcı, un commissaire de police proche des milieux conservateurs, avaient dénoncé, avant de se retrouver illico derrière les barreaux avec des accusations invraisemblables. Aujourd'hui, le Premier ministre accuse la confrérie d'avoir monté un «Etat parallèle dans l'Etat» ! Il appelle ses supporters à retirer leur argent de la banque de la confrérie, de ne pas envoyer leurs

enfants dans ses écoles.

Cette guerre devenue ouverte entre l'AKP et la confrérie déchire à tous les échelons les familles et les milieux d'affaires conservateurs. La partie laïque aussi est divisée. Ceux qui, par leur haine d'AKP et surtout d'Erdogan, préfèrent ne pas voir aujourd'hui l'ampleur de l'infiltration de la confrérie dans l'Etat, soutiennent les opérations contre la corruption. D'autres, sans minimiser la gravité des affaires de corruption, expriment plutôt leur inquiétude par cette tentative de déstabilisation du gouvernement élu par un acteur qui avance caché et dont l'obsession pour contrôler les organes sécuritaires est connue de longue date. Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement n'a pas tort de crier au loup, mais comment oublier qu'il a lui-même aidé à son installation dans la bergerie ? Comment passer sous silence que le gouvernement, dans sa contre-attaque, balaie allégrement les maigres acquis du processus de démocratisation de la décennie écoulée ?

Il est difficile de prévoir aujourd'hui l'issue de cette crise. Les élections locales du 30 mars prochain décideront de la suite si d'ici là la crise de l'Etat ne se transforme pas en crise de régime.

On peut aujourd'hui être à peu près sûr de trois choses :

- Que si Erdogan ou la confrérie gagne, c'est l'Etat de droit qui va fatalement disparaître en Turquie.
- Dorénavant, la confrérie Gülen ne pourra plus se prévaloir de sa seule carte de visite d'une organisation de société civile qui ne passe qu'aux œuvres charitables. La confrérie sera marquée au fer rouge de l'Opus Dei turco-sunnite. Les relations sociales tissées patiemment depuis plus de vingt ans en Turquie et à l'étranger s'en ressentiront.
- Depuis le 17 décembre, le parti d'Erdogan, et Erdogan lui-même, sont fatalement marqués par les affaires de corruption. Même si le seuil de tolérance de la société turque à la corruption est supposé être élevé, le Premier ministre turc, quoi qu'il fasse dans les prochains mois, portera le fardeau de l'homme politique qui a mis le pays à feu et à sang pour étouffer les enquêtes de corruption et d'avoir pactisé avec des forces occultes pour asseoir son pouvoir. Son parti aura du mal à porter le qualificatif de Parti Immaculé.

Erdogan lui-même sera peu fréquentable sur la scène internationale.

Existe-t-il une lueur d'espoir dans ce chaos indescriptible ? A condition que les deux complices d'hier soient ensemble les perdants de cette bataille et que la société turque soit capable de désigner une issue politique sans autoriser les anciennes puissances tutélaires de s'en mêler, la crise pourrait accoucher d'un avenir démocratique. Sinon, l'autoritarisme démocratique d'AKP cédera sa place à des autoritarismes tout court, voire à des néofascismes. Dans tous les cas, c'est la fin d'une époque en Turquie.